

Une petite centaine de personnes s'étaient déplacés pour la conférence de presse unitaire du 28 août dont une cinquantaine de jeunes étrangers qui ont témoigné de leurs situations. Place Grenet, le DL, et Fr3 Grenoble étaient présents et France bleue Isère avait pris une interview sur le même sujet d'une élue du groupe minoritaire au département la veille suite à la lettre que ce groupe PC, PS, verts et citoyens ont adressé au Président du département ; Étaient également présents la CGT éducation, deux élus du département, Bernard Macret élu de la ville des bénévoles des associations organisatrices .. Place Grenet, Fr3, France bleue Isère ont relayé l'information

Les associations réunies (Dal 38, Cisem, migrants en Isère, le Front contre les expulsions, Resf) ont adressé une lettre au Président du CD pour demander une rencontre.

Le même jour nous avons appris que les personnels de l'Adate étaient en grève (voir texte en annexe); Stéphane et moi sommes allés les saluer devant le siège de l'Adate hier après-midi pour leur manifester le soutien des organisateurs de la conférence de presse : Ils nous ont informé de leur volonté de construire une nouvelle étape de leur action pouvant se situer le 11 septembre. Nous sommes convenus de rester en contact.

Notre demande de rencontre avec les élus n'a à ce jour reçu aucune réponse. Par contre nombre de jeunes ont déjà dû quitter leur hébergement samedi 31 août et sont sans solution. D'autres actions devraient voir le jour.

Les personnels de l'Adate étaient également en grève ce jour-là : "extrait de leur tract : *Le traitement infligé à ces jeunes est maltraitant. Aujourd'hui, nous professionnels du service MNA de l'Adate ne pouvons continuer de nous taire face à des décisions qui nous paraissent inhumaines et attendons une réponse politique claire et cohérente :*

Nous demandons que les jeunes soient maintenus dans le dispositif le temps du recours devant le tribunal administratif et de la fin de leur formation

Que les règles de l'accompagnement des jeunes majeurs soient réfléchies conjointement et en amont, entre les administrations et les professionnels de terrain,

Que les décisions sur les situations individuelles des jeunes ne soient plus fixées de manière unilatérales par les administrations, mais avec les professionnels qui accompagnent et connaissent les jeunes.

D'autres actions sont en préparation ;

La brochure issue de la Rencontre pour l'hospitalité d'Autrans est disponible ; elle sera présentée le 11 septembre à la presse à la maison des accueillis 8,rue Pierre Duclot

Nous apprenons la tenue d'un débat parlementaire sur les questions de migrations du 27 septembre au 2 octobre ; C'est le moment de les saisir de nos propositions lors de rencontres sollicitées auprès des députés, des sénateurs, de nos territoires. A suivre